



## Communiqué

### **La politique des volumes de production à bas prix sacrifie les emplois agricoles et agroalimentaires**

La Cgt Bretagne et la Confédération Paysanne Bretagne se sont rencontrées mercredi 9 septembre 2015.

La crise qui frappe l'agriculture et l'agroalimentaire est une nouvelle étape d'une restructuration qui s'opère depuis plusieurs années.

Les conséquences sociales sont lourdes pour les salariés et les paysans. Les licenciements collectifs et la disparition de fermes sont l'illustration des non-réponses apportées jusqu'à maintenant.

Pour nos deux organisations, il n'y a pas de fatalité à cette situation. Les choix faits, à tous les niveaux, Région, Etat et Europe, sont identiques et ne remettent pas en cause les logiques qui conduisent à ces cataclysmes sociaux devenus récurrents.

Une vision libérale de la course à la productivité ne peut que fragiliser une agriculture durable souhaitant répondre aux besoins des populations. La focalisation de l'agriculture bretonne sur l'augmentation des volumes de production à bas prix, a eu comme conséquence la diminution des exploitations et des emplois.

Elle a également des répercussions sur l'environnement.

Des efforts sont à faire dans notre région pour permettre une production plus maîtrisée, davantage transformée et mieux valorisée afin de trouver des débouchés localement et à l'export.

Pour sortir de cette situation de crise permanente, la question du pouvoir d'achat est cruciale. En effet, les politiques de bas salaires tirent vers le bas l'ensemble de l'économie et ne permettent plus aux producteurs de vendre leurs produits et de vivre dignement de leur travail.

Une sélection s'opère chez les agriculteurs, qui tend à renforcer une agriculture industrialisée en réduisant les petites fermes. Dans le même temps, les banques, invitent à augmenter l'endettement des agriculteurs, particulièrement des plus jeunes, en espérant des jours meilleurs ou tout simplement pour imposer leur vision de la performance.

Cette compétitivité à court terme pour, soit disant, le bien être des consommateurs, provoque la baisse du prix d'achat au producteur, les pertes d'emploi, les mauvaises conditions de travail.

Ce que le consommateur ne paye pas sur le produit, il le finance par l'impôt, puisque l'état participe à cette logique, humainement destructrice, en favorisant cette stratégie.

Pour les deux organisations, la recherche de solutions pour les uns ne doit pas se faire au détriment des autres.

La baisse du prix du travail est une fausse solution pour permettre aux éleveurs de vivre de leur travail.

Même s'il y a eu des efforts ces dernières années, il n'est plus à démontrer que les conditions de travail restent à parfaire pour éviter des gâchis financiers dus au mal travail. Dans l'agroalimentaire en Bretagne, il y a douze fois plus d'AT/MP que dans les autres activités professionnelles. Les salaires y sont les plus faibles, la pénibilité la plus forte.

Les principaux groupes qui régissent l'agroalimentaire et l'agriculture font des bénéfices, et pour certains battent des records d'excédents d'une année sur l'autre.

Pour la Cgt et la Confédération Paysanne, les aides d'urgences, si elles peuvent parfois donner une bouffée d'oxygène, ne permettent pas de se projeter sur le moyen terme.

Une autre logique économique peut inverser cette spirale du déclin en favorisant une agriculture plus humaine et de proximité. La qualité des produits est un gage d'efficacité économique et suppose de prendre en compte des critères sociaux et environnementaux pour élaborer les prix de vente.

Le juste prix du travail se pose autant pour les éleveurs que pour les salariés.

Cette première rencontre entre les deux organisations a permis de mettre en évidence qu'il y a une solidarité évidente entre les paysans et les salariés. Aucune de ces catégories n'échappe aux choix libéraux.

Les deux organisations tiennent également à attirer l'attention sur des discours populistes qui profitent de ces situations difficiles pour opposer des catégories contre d'autres. Elles veulent poursuivre leurs échanges pour au contraire favoriser les points de convergence.

Ce travail est d'autant plus riche, qu'il permet de donner des perspectives nouvelles aux travailleurs de la terre et des industries qui en découlent.

Rennes le 18 septembre 2015